

Le président sortant Ilham Aliev est réélu pour un 3e mandat en Azerbaïdjan

Corinne Deloy

Résultats

Le président de la République sortant, Ilham Aliev (Parti du nouvel Azerbaïdjan, YAP), a été réélu le 9 octobre lors de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan. Au pouvoir depuis 2003, où il a succédé à son père Heydar qui avait dirigé le pays quasiment sans interruption entre 1969 et 2003, il effectuera donc un 3e mandat de 5 ans à la tête du pays.

Selon des résultats encore partiels, Ilham Aliev a recueilli 85% des suffrages, contre 5% à son principal opposant Jamil Hasanli, candidat du Conseil national des forces démocratiques. Les forces de l'opposition, qui avaient en majorité choisi de boycotter la précédente élection présidentielle du 15 octobre 2008, étaient cette fois parvenues à s'entendre pour soutenir un candidat commun. Après le refus de la Commission électorale d'enregistrer le scénariste Rustam Ibragimbekov en raison de sa double nationalité, russe et azerbaïdjanaise l'historien et ancien député Jamil Hasanli avait été choisi pour représenter l'opposition.

La participation a été légèrement inférieure à celle enregistrée lors du précédent scrutin présidentiel du 15 octobre 2008 : 72% (-3,64 points).

Ilham Aliev avait fait campagne sur son bilan, la promesse de stabilité et la poursuite du progrès économique. L'Azerbaïdjan, pays riche en gaz naturel et en pétrole, a connu une forte croissance économique. Le PIB est ainsi passé de 850 à 7 850 \$ au cours des 10 dernières années, soit la plus conséquente augmentation de cet indicateur au monde. Bakou a enregistré une croissance de 5% de son PIB au 1er semestre 2013. Le pays souffre cependant du manque de diversification de son économie et de sa dépendance à l'égard des hydrocarbures. De nombreux experts affirment que la baisse probable des revenus du pétrole devrait engendrer au sein de la population un mécontentement qui pourrait s'avérer difficile à contenir pour les autorités. On observe ainsi depuis quelques mois l'expression de revendications émanant de la société, notamment contre la corruption et l'augmentation des inégalités.

Les forces de l'opposition ont fait état d'irrégularités, notamment de bourrage d'urnes. « Des fraudes massives ont eu lieu dans tout le pays » a déclaré Jamil Hasanli. « L'opposition ne reconnaît pas les résultats de cette élection présidentielle, qui n'a été ni libre ni

juste » a souligné l'état-major de l'opposition. Plus de 55 000 observateurs locaux et internationaux ont surveillé le déroulement du scrutin [1]. Le 3 octobre dernier, l'Union européenne s'était déclarée préoccupée par « les pressions » exercées sur les forces de l'opposition, la société civile et les médias indépendants et par « les récents développements en Azerbaïdjan qui ont des conséquences à la fois sur la période pré-électorale et sur le respect des droits de l'Homme et des libertés politiques » selon la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Catherine Ashton, et le commissaire de l'Elargissement et à la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle, qui évoquaient « des intimidations, des arrestations basées sur des charges douteuses, et des condamnations ne respectant pas les standards internationaux ».

« Beaucoup de gens sont mécontents de la redistribution inégale des revenus du pétrole, de l'arbitraire, de l'absence d'accès à une éducation et à une médecine de qualité. Mais l'opposition n'a pas su transformer ce mécontentement en véritable mouvement de protestation » analyse Togrul Djuvarly, politologue et chef du

1. <http://www.osce.org/odihr/elections/106908>

Election présidentielle en Azerbaïdjan 9 octobre 2013

Comité public national pour l'intégration européenne.
« *Si le système politique n'est pas démocratique, Ilham Aliiev ne possède pas d'adversaire crédible* » a souligné Alex Nice, spécialiste du Caucase à l'Economist Indepen-

dance Unit. Enfin, Leyla Yunus, présidente de l'Institut de la paix et de la démocratie, a indiqué que « *l'absence d'une classe moyenne capable de revendiquer* » explique en partie la situation actuelle en Azerbaïdjan.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.